

# Pour une planification énergétique



Résolution du  
**PST-POP**



# **Pour une planification énergétique**

**Sortie des énergies fossiles, pour un approvisionnement en énergie local, renouvelable et soutenable, pour la sobriété énergétique**

**Résolution du Comité Central du PST-POP**

|                                                                                                                     |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Etat de la situation et contexte actuel-----</b>                                                                 | <b>2</b>  |
| <b>Sortir rapidement des énergies fossiles-----</b>                                                                 | <b>4</b>  |
| <b>Développer les énergies renouvelables-----</b>                                                                   | <b>7</b>  |
| <b>Nationalisation, monopole public, planification en fonction du bien commun -----</b>                             | <b>9</b>  |
| <b>Production d'énergie locale et décentralisée, pour la sécurité énergétique -----</b>                             | <b>10</b> |
| <b>Le nucléaire n'est pas une solution-----</b>                                                                     | <b>10</b> |
| <b>Économies d'énergie et sobriété énergétique -----</b>                                                            | <b>11</b> |
| <b>Rénovation des bâtiments-----</b>                                                                                | <b>12</b> |
| <b>Pour une responsabilité socialement juste et collective, plutôt que la « responsabilité individuelle » -----</b> | <b>14</b> |
| <b>Nécessité d'un changement de système-----</b>                                                                    | <b>15</b> |

## Etat de la situation et contexte actuel

§ 1. L'époque de l'énergie facilement accessible et bon marché est définitivement terminée. L'heure est aux hausses de prix, aux pénuries et aux menaces de pénuries plus grandes encore. Si ces problèmes ont été amplifiés par la guerre en Ukraine, ils datent d'avant. Il s'agit d'un tournant structurel, d'un changement d'époque, non de difficultés conjoncturelles. La question de l'énergie est aujourd'hui cruciale, au confluent de problématiques sociales, économiques et écologiques.

§ 2. La question fut lancée vers le milieu de l'année 2021 par le conseiller fédéral Guy Parmelin : le risque de pénuries d'électricité en Suisse devient réel, pouvant aller jusqu'à plusieurs jours de black-out. Le problème avait été mis en lien avec les relations compliquées entre la Suisse et l'UE. Mais le fait est que d'autres pays rencontrent aussi ce problème. Une des raisons pour lesquelles l'UE ne souhaite pas renouveler l'accord sur l'électricité avec la Suisse est qu'elle-même risque d'en manquer. La Chine a été obligée d'imposer un ralentissement d'activité à ses entreprises pour ne pas courir le risque de devoir couper le courant à la population. La hausse des prix de l'énergie et des matières première, les pénuries déjà existantes et les menaces de pénuries sont une tendance généralisée.

§ 3. Le problème a été exacerbé par la guerre en Ukraine. La hausse des prix de l'énergie a atteint de sommets, du fait de la menace très immédiate d'embargo sur le gaz naturel russes, doublée d'un renchérissement de nature purement spéculative. Cet état de fait a engendré une inflation généralisée. Cette crise énergétique a aussi amplement montré à quel point nous sommes en retard en matière de sortie – pourtant urgente et indispensable – des énergies fossiles. Elle a été aussi jusque-là traitée par les gouvernements bourgeois uniquement sous l'angle de la sécurité énergétique, en négligeant l'aspect social, et au détriment de l'écologie ; rappelant à quel point il s'agit d'un problème structurel, et à quel point une rupture avec le système existant est nécessaire.

§ 4. L'UDC a publié, en 2021 déjà, un document sur l'approvisionnement en électricité. Les solutions proposées sont essentiellement de relancer le nucléaire. Selon eux, les énergies renouvelables ne sont en effet pas efficaces. Il est important d'empoigner ces enjeux, ne serait-ce que pour empêcher que l'extrême-droite ne les monopolise, et ne les détourne en un sens nationaliste, plutôt qu'écologique et social, comme il faudrait les traiter. L'UDC en outre, prétend hypocritement défendre le pouvoir d'achat des classes populaires en s'opposant aux taxes « incitatives », et en proposant leur réduction. En s'attaquant à l'écologie sociale, l'UDC oppose le social à l'écologie, alors que les deux devraient aller de pair. Cette démarche est dangereuse, et contribue à promouvoir le climatoscepticisme. L'UDC doit absolument être combattue sur le terrain de la justice sociale, qui n'est pas le sien, sous peine de la voir le détourner en un sens néfaste.

§ 5. Le PLR, le Centre et les Verts libéraux admettent en parole – à défaut d'en tirer les conclusions qui s'imposeraient – les données scientifiques au sujet du changement climatique, et se disent favorables à une sortie à terme des énergies fossiles, au développement des énergies renouvelables, à l'objectif d'un bilan zéro émission nettes d'ici 2050 (auquel la Suisse s'est engagée en signant l'accord de Paris), à certaines mesures d'économies d'énergie. Mais, par-delà tout ce qui les distingue, ces partis ont en commun de défendre le système tel qu'il est, et les intérêts de la minorité qui en bénéficie. Cela les conduit à prôner une écologie anti-sociale et libérale, qui en pratique revient à tout changer pour que rien ne change. Écologie anti-sociale car ciblant avant tout la responsabilité individuelle « du » consommateur – indistinct, quelle que soit son appartenance de classe –, et recourant, en guise d'instrument privilégié, à des taxes « incitatives », socialement injustes, car frappant durement les plus modestes, dont la responsabilité dans la catastrophe en cours est infime ; et inefficace, car laissant les plus riches continuer leur mode de vie écologiquement insoutenable au prix d'un surcoût pour eux négligeable. Inefficace et hypocrite de surcroît, car il est faux de faire porter l'essentiel de la responsabilité sur la consommation, alors que la plus grande part de l'utilisation de l'énergie revient à la production ; la « sensibilisation » « du » consommateur peut à ce titre être considérée comme un effet de manche pour ne pas toucher aux entreprises. Et écologie libérale, car privilégiant les solutions « de marché » – ce qui revient à attendre de la cause qui a engendré le problème qu'elle le résolve – et en fin de compte reculant toujours devant les mesures un peu drastiques, même indispensables, si celles-ci vont à l'encontre de la « liberté du marché ». Or, jamais le capitalisme ne sera vert ; poussé par sa nature à l'accumulation du capital à n'importe quel prix, il ne peut qu'être écocide. Ces partis ne voient d'ailleurs pas d'objection à une utilisation « transitoire » de centrales à gaz, ce qui est un non-sens écologique. Qu'elles soient ouvertement climato-sceptiques, ou qu'elles prétendent concilier écologie et libéralisme, les forces politiques de la bourgeoisie sont le principal obstacle à toute solution digne de ce nom au désastre en cours.

§ 6. La gauche réformiste propose des réponses plus proches des nôtres, mais insuffisantes. Le PSS et les Verts prennent au sérieux l'urgence climatique, et sont plus disposés à prendre des mesures fortes, y compris lorsqu'elles sont contraignantes et vont à l'encontre de la « liberté du marché ». A ce titre, ces partis sont indiscutablement des alliés pour notre combat sur cette question concrète. Mais ce, dans une certaine mesure seulement. Trop intégrés au système, ils ne peuvent en effet incarner la rupture avec lui. Leur politique écologique reste limitée par les marges de ce que le capitalisme peut admettre, et ne va objectivement pas au-delà de l'illusoire « capitalisme vert », malgré la radicalité de certains slogans. Ces partis prônent une écologie antisociale, à base de taxes socialement injustes – quoique de façon moindre que la droite – et sont favorables également à des solutions « de marché », malgré leur inefficience. Une politique réformiste ne saurait être à la hauteur des enjeux.

§ 7. Le problème est suffisamment grave pour que la Conseil fédéral ait travaillé sur un mécanisme de sauvetage pour éviter un éventuel black-out. Le Conseil fédéral se penche également sur la possibilité d'une rupture de l'approvisionnement en gaz, avec un

rationnement plus ou moins drastique qui devrait être instauré le cas échéant. Si cela devait être le cas, la priorité doit aller aux ménages qui doivent toujours se chauffer ou cuisiner au gaz, et qui ne doivent pas se voir rationner. En soi le problème n'est pourtant pas insurmontable. Pour ce qui concerne l'approvisionnement en électricité spécifiquement, il est faux de penser que la demande d'électricité augmente de façon incontrôlable. Dans les faits, la consommation d'électricité dans notre pays a été stabilisée ces dernières années. Les progrès en matière d'efficacité énergétique sont réels et significatifs. Mais la plus grande part de l'énergie totale consommée en Suisse est d'origine fossile ; il faudra la remplacer, ou procéder à des mesures d'économie d'énergie, pour pouvoir s'en passer. C'est si on considère tous les enjeux sous-jacents, si on élargit la focale, que le problème apparaît dans toute son ampleur. Il n'est pas possible de résoudre le problème simplement en injectant de l'argent pour éviter un black-out. Il ne faudrait pas simplement l'envisager sous l'angle de l'approvisionnement énergétique, de la sécurité nationale, ou sur un éventuel accord avec l'UE. Structurel, ce problème exige une solution structurelle.

§ 8. Alors, que faire ? Le fait est que, pendant presque deux siècles, l'accroissement de la production fut alimenté par les énergies fossiles et les matières premières à bas coût. Mais cette époque est révolue. Le système en place bute sur les limites naturelles de la planète. Vouloir continuer la gabegie actuelle n'est ni réaliste ni même souhaitable. Ce serait la certitude de rendre la Terre inhabitable. Un changement de modèle est aujourd'hui nécessaire. Le capitalisme n'a pas pu prendre en compte à temps, ni ne peut toujours pas, les limites planétaires, est incapable de sortir de l'anarchie économique pour envisager un développement rationnellement planifié, et est incapable d'adopter d'autres critères de décision en matière économique que la recherche du profit maximum, quelles qu'en soient les conséquences. Ce système a fait son temps, et il est urgent d'en changer. Ce qui pose naturellement la question du nouveau modèle qui pourrait remplacer l'ordre existant, et de la voie pour y parvenir. On voit que cette question d'une possible rupture d'approvisionnement d'électricité amène à soulever plusieurs enjeux cruciaux.

§ 9. Le PST-POP, seul parti politique en Suisse à clairement porter une perspective de rupture avec le capitalisme, de construction d'une nouvelle société socialiste, se devait d'apporter à ces questions des réponses basées sur la perspective révolutionnaire qui est la nôtre, des réponses qui seules sont à la hauteur des enjeux, et qui sont de ce fait nécessairement différentes de celles des forces politiques attachées à la défense du système, quelles qu'en puissent être les conséquences, comme de celles de la gauche réformiste, incapable de s'engager dans la voie de la rupture avec un système auquel elle est trop intégrée, et qui ne peut donc aller jusqu'au bout de sa critique et de ses solutions alternatives.

## **Sortir rapidement des énergies fossiles**

§ 10. Le sixième rapport du GIEC ne laisse place à aucune ambiguïté : sans une réduction rapide, radicale et le plus souvent immédiate des émissions de gaz à effet de serre dans

tous les secteurs, il sera impossible d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, ni même à 2°C. Et nous sommes actuellement bien partis pour un réchauffement à 3,2°C d'ici à la fin du siècle. Même si les engagements pris solennellement par les gouvernements à la COP26 étaient tenus – et la plupart de ces gouvernements considèrent que les promesses n'engagent que ceux qui les croient – le réchauffement serait de 2,8°C. Et nous savons très bien que chaque dixième de degrés au-dessus de 1,5°C – même 1,5°C étant déjà un scénario dramatique, mais c'est le moindre mal que nous pouvons encore espérer atteindre – a un impact conséquent et signifie une planète un peu moins habitable pour notre espèce et des catastrophes climatiques à répétition. Nous sommes actuellement à 1,2°C en 2022 déjà, et on peut en mesurer l'impact à l'œil nu : augmentation brutale et meurtrière de phénomènes climatiques extrêmes, tempêtes de plus en plus dévastatrices, sécheresses qui ont des conséquences catastrophiques sur les rendements agricoles, canicules qui menacent de rendre des régions entières inhabitables, montée des eaux qui pourraient submerger des pays entiers d'Océanie... La Suisse est également touchée de façon perceptible : l'agriculture subit des dégâts qui iront en augmentant, les étés se font très secs, les glaciers fondent, et les autorités commencent à s'inquiéter de l'approvisionnement en eau du pays. Pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C, il faudrait impérativement que les émissions de gaz à effet de serre atteignent le net zéro en 2030. Pour cela, il est indiscutable qu'il faudrait réduire drastiquement, et sans tarder, l'utilisation des énergies fossiles, fortement émettrices de CO2. Et il y a de la marge : en 2022, le pétrole représentait 31,2% de l'énergie utilisée sur la Terre, le charbon 27%, le gaz naturel 24,7%, le nucléaire 4,3%, l'hydroélectricité 6,9% et les autres énergies renouvelables 5,7%. Pour ce qui est de la production d'électricité au niveau mondial, les centrales à charbon représentent 36% du total. Cette technologie, qu'on sait pourtant extrêmement émettrice de CO2 est même en progression, avec une croissance de 9% par an ! L'extraction de charbon atteint même un sommet historique. Notons que le principal producteur mondial de charbon est l'entreprise suisse Glencore. En comparaison, les énergies renouvelables progressent bien plus lentement, de l'ordre de 6% par an. Les émissions de CO2 dues à la production d'électricité ont atteint un record absolu en 2021 : 13'022 millions de tonnes de CO2. Autant dire que la marge de progression est énorme, et l'urgence dramatique. La bonne nouvelle, c'est qu'il est parfaitement possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% à 70% d'ici 2050, tout en garantissant un niveau de vie correct pour tout le monde. Mais cela implique d'aller à l'encontre des intérêts d'une minorité qui profite du système actuel, avec lequel il est indispensable de rompre pour atteindre ces objectifs. Le GIEC ne parle plus du reste de « transition », mais de « transformations socio-économiques ».

§ 11. Et, pourtant, c'est tout le contraire de ce qu'il faudrait faire qui est fait aujourd'hui. Loin d'une indispensable et urgente réduction de la consommation des énergies fossiles, celle-ci continue régulièrement d'augmenter. Le gaz – pourtant une énergie fossile, bien que moins émettrice de CO2 que le pétrole ou le charbon – est même considéré comme une énergie « de transition », voire « verte » (!), dont l'usage doit non seulement continuer mais même être accru sur une période beaucoup trop longue étant donnée l'urgence de la situation. Il faudrait laisser dans le sol 60% des réserves de pétrole et de gaz, et 90% de

celles de charbon. Ce qui impliquerait de réduire de 3% la consommation de pétrole par an, respectivement de 7% celle de charbon, d'ici 2050. Mais, en pratique, c'est à une croissance de 2% par an que nous assistons actuellement. Et 450 « bombes climatiques » – des mégaprojets d'extraction de ressources fossiles, dont 40% sont encore seulement à l'état de projet – sont identifiés, d'après une étude parue dans la prestigieuse revue scientifique *Nature*. S'ils devenaient tous réalité, le budget carbone de l'humanité serait dépassé deux fois, et c'en serait fait de notre civilisation.

§ 12. La guerre en Ukraine a clairement révélé que les promesses de « décarbonation » des gouvernements bourgeois n'étaient pas sérieuses. Cette guerre profite d'ailleurs aux multinationales du pétrole, qui font des bénéfices et distribuent des dividendes records. Il est certes question de renoncer à brève échéance aux hydrocarbures russes...mais pour les remplacer par des hydrocarbures d'autres provenances : pétrole et de gaz de schiste en provenance des USA et du Canada (malgré leur bilan écologique désastreux) ; nouveau gazoduc en projet pour faire venir du gaz d'Afrique ; l'UE n'hésite pas à quémander plus de livraisons de pétroles et de gaz aux pétromonarchies du Golfe (l'Arabie saoudite étant par ailleurs engagée dans une guerre atroce au Yémen, ce dont personne n'a cure en Occident). Il est prévu de construire des infrastructures pour l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié, investissements lourds, dont la réalisation demandera des années, et l'amortissement plus encore. C'est un ministre « vert » qui annonce la relance – « temporaire » – des centrales à charbon en Allemagne. Bref, la bourgeoisie compte continuer à utiliser les énergies fossiles pendant de longues années encore, quel qu'en soit le prix à payer en termes de dévastation écologique. Pour faire semblant de faire quelque chose, les entreprises extractives font du greenwashing et mentent de façon éhontée. Elles prétendent qu'elles vont faire une « transition énergétique », « décarbonner » leur modèle d'activité, alors qu'elles ne font que réduire artificiellement leurs émissions en achetant des « compensations », en investissant dans des technologies de capture de carbone ou des plantations d'arbres, en vendant des actifs...tout en continuant à accroître leur production et investir dans des nouveaux projets d'extraction.

§ 13. Or, la sortie des énergies fossiles n'est pas une option. Il est indispensable de drastiquement réduire leur consommation dans les années qui suivent, sous peine de rendre la catastrophe irréversible, et tout avenir vivable illusoire. Les limites à l'adaptation au changement climatique sont d'ores et déjà atteintes dans certaines régions du monde, dont d'aucunes font partie des plus densément peuplées, et qui sont en train de devenir inhabitables. Il n'est pas possible de temporiser davantage. L'initiative pour les glaciers demande l'abandon totale des énergies fossiles d'ici 2050, une réduction au moins linéaire des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à atteindre le net zéro d'ici à cette date, ainsi que des conditions-cadre fiables et une possibilité de planification pour la société et l'économie. C'est le minimum indispensable, et nous la soutenons sans réserve. L'échéance de 2050 est même beaucoup trop lointaine. C'est pourtant encore trop pour le Conseil national, qui a adopté un contre-projet indirect, ne prévoyant aucune échéance pour l'abandon des énergies fossiles, mais des objectifs ambitieux des émissions de gaz à effet de serre. Certes, mais comment atteindre cet objectif ? Le contre-projet prévoit des

mesures réellement utiles, comme le remplacement des chauffages, le soutien à la recherche, mais aussi des mesures incitatives de soutien aux entreprises qui réduiraient leurs émissions. Cette voie de l'« incitation » aux entreprises capitalistes est parfaitement illusoire. Elles ne changeront pas leurs pratiques si elles n'y sont pas contraintes, ni si elles trouvent plus rentable de continuer comme avant, le profit étant le seul moteur de leur activité. Et rien ne changera sans transformation radicale de notre mode de production et de consommation ; dont d'autres votes navrant de ce parlement-là prouvent qu'il n'y a rien à en attendre. Le Parlement européen a voté l'interdiction de la vente de nouvelles voitures thermiques d'ici 2035, les Verts proposent de le faire d'ici 2030 déjà en Suisse. Une telle mesure est indispensable, si on veut réellement sortir des énergies fossiles. Mais le remplacement des voitures thermiques par des voitures électriques n'est pas non plus une solution ; le bilan écologique d'une voiture électrique est loin d'être bon, et du point de vue social le coût d'une voiture électrique est encore inaccessible à une grande partie de la population. Nous n'ignorons certes pas qu'un certain nombre de personnes ne peuvent se passer de leur voiture, notamment pour des raisons professionnelles. La solution passe par le développement des transports publics – dans les régions rurales notamment – et leur gratuité ; une transformation des politiques d'aménagement du territoire, pour permettre aux gens d'habiter à proximité de leur lieu de travail. Dans les cas où il est difficile de se passer d'une voiture individuelle, les pouvoirs publics pourraient subventionner au besoin l'acquisition d'une voiture électrique (ou autre type de véhicule « propre »), mais ce parc automobile devra nécessairement rester réduit.

§ 14. Les banques suisses, les fonds de pensions, et même la BNS, continuent d'investir massivement dans les énergies fossiles. Le secteur de la finance suisse est même responsable, par ses investissements, de 22 fois l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre que l'entièreté de la population de notre pays émet, en toute légalité, et avec le soutien des autorités. Cela ne peut plus durer. Nous proposons d'interdire sans délai tout investissement dans les énergies fossiles pour leur développement ou leur maintien à long terme et de réorienter cet argent vers le développement des énergies renouvelables, pour sortir aussi rapidement que possible de la dépendance aux hydrocarbures. Pour être vraiment efficace, une telle politique nécessiterait un contrôle public sur le secteur financier.

§ 15. Il est également important de noter que l'essentiel du bilan carbone de la Suisse se trouve à l'étranger, dû au grand nombre d'importations et à la délocalisation. Une solution de restructuration systémique permettrait de revoir les dépenses en énergie à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays, et de les limiter. Cette transition doit être financée par les entreprises qui investissent ou utilisent actuellement des énergies fossiles.

## Développer les énergies renouvelables

§ 16. Pour remplacer les énergies fossiles, ainsi que le nucléaire pour sortir de la dépendance aux importations depuis l'UE d'une électricité d'origine fossile ou nucléaire, la première solution passe par le développement de la production d'électricité d'origine

renouvelable, d'un facteur de 50% environ. Les possibilités technologiques existent, les mettre en œuvre est une question de priorité politique. Ce qui passe principalement par un développement important du solaire et de l'éolien dans une certaine mesure, ainsi que des technologies de stockage, connues et fonctionnelles, comme les centrales de pompage-turbinage, le stockage électrothermique, la conversion de l'électricité en gaz, le stockage par air comprimé et de la biomasse. Une marge de progrès importante existe, par installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments ; et par pose de panneaux photovoltaïques et d'éoliennes en montagne, à condition que ce ne soit au détriment ni de la biodiversité ni des activités agricoles.

§ 17. Pour remplacer le chauffage au mazout, mais aussi la climatisation hautement énergivore, il faudra développer la géothermie, les pompes à chaleur, le chauffage à distance, les réseaux « anergie » (récupération de la chaleur résiduelle des uns, des data center par exemple, ou de la froideur, pour le bénéfice d'autres) dans une logique d'économie circulaire et de minimisation des gaspillages (sobriété énergétique). Le déploiement de toutes ces technologies n'a de sens que s'il est corrélé à un programme ambitieux d'isolation des bâtiments. Le développement des réseaux thermiques structurants - par « réseaux thermiques », il faut comprendre des grandes conduites d'eau chaude, tiède ou froide, servant au chauffage, la préparation d'eau chaude sanitaire ou à la climatisation ; par « structurants », les grandes conduites, par opposition au chauffage ou au refroidissement à l'échelle d'un bâtiment individuel –, et leur monopole public, comme une votation populaire en a récemment décidé à Genève, est une voie à suivre. Il existe déjà plusieurs de ces réseaux, certains publics, d'autres privés, d'autres mixtes. Ces réseaux permettent d'exploiter la chaleur de la géothermie, de l'incinération des déchets, ou la chaleur résiduaire de l'industrie, ou au contraire la froideur de l'eau du lac. La Chaux-de-Fonds a par exemple un réseau de chauffage à distance (CAD) couvrant les besoins de plus de 9'000 ménages. 70% de cette énergie provient de l'incinération des ordures ménagères, et un projet de production de biogaz est actuellement en développement. Cette centrale générera environ 14 GWh de biométhane injecté dans le réseau gaz, soit l'équivalent de la consommation en chaleur de 1400 ménages. Le développement de ces réseaux est essentiel pour décarbonner le chauffage des bâtiments et la production d'eau chaude sanitaire, ainsi que la climatisation, de réutiliser la chaleur produite par la combustion des déchets et l'industrie. Un monopole public du déploiement de ces réseaux structurants est indispensable pour garantir leur développement cohérent, en fonction d'objectifs globaux et écologiques, et avec des tarifs raisonnables pour les usagers ; plutôt que de le laisser parasiter par une concurrence désorganisatrice et le seul critère de rentabilité.

§ 18. L'hydrogène offre des possibilités intéressantes, qu'il vaut la peine d'utiliser. Mais encore faut-il, pour que ce soit écologiquement intéressant, que l'hydrogène en question soit d'origine renouvelable (ce qui est loin d'être toujours le cas actuellement). Il ne faut pas non plus en attendre une solution miraculeuse, qui permettrait de maintenir la consommation excessive actuelle par d'autres moyens. La production d'hydrogène en n'utilisant que des énergies renouvelables restera limitée, et ne remplacera pas les

hydrocarbures tel que le système en abuse actuellement, mais peut apporter une solution intéressante dans certains cas.

§ 19. Quant à l'hydraulique, il a une place essentielle dans un mix énergétique d'origine renouvelable, qu'il faut utiliser au maximum de ses possibilités. Les options de développement sont en revanche limitées. Il n'est guère possible de construire beaucoup de barrages supplémentaires, ni de rehausser trop les barrages existants, sous peine d'endommager irrémédiablement les écosystèmes fluviaux. La fonte des glaciers et leur proche disparition occasionneront également une baisse de production dans ce domaine.

§ 20. Des investissements publics importants sont nécessaires pour promouvoir et subventionner la recherche et le développement sur le stockage de l'électricité, l'amélioration de l'efficacité des installations photovoltaïques et des éoliennes recyclables et moins gênantes, sur l'hydrogène, etc. On peut en espérer des résultats significatifs. Les énergies renouvelables sont en effet des technologies relativement nouvelles, qui ont été longtemps négligées parce que les énergies fossiles étaient vues comme plus intéressantes, car plus rentables, du point de vue du capital. Les potentialités inexploitées demeurent nombreuses.

## **Nationalisation, monopole public, planification en fonction du bien commun**

§ 21. Pour mettre fin à une concurrence néfaste, basée sur le profit et par là conduisant à privilégier la rentabilité sur l'écologie, les entreprises énergétiques privées doivent être nationalisées (avec une exception pour l'autoproduction locale), ouvrant la porte à une rationalisation du système basée sur le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergies. Les entreprises actives dans le secteur de l'énergie qui sont d'ores et déjà publiques doivent fonctionner comme de services publics, et non comme des entreprises opérant sur le marché, en concurrence avec le privé. Une telle nationalisation, et une planification centralisée, sont indispensables pour mettre en œuvre les mesures que nous prônons, de façon rationnelle et cohérente ; pour décider des investissements selon leur utilité sociale et écologique et non selon le profit escompté ; pour utiliser les ressources de façon aussi économique que possible, éliminer les gaspillages.

§ 22. Une telle nationalisation serait aussi indispensable pour mettre fin aux aberrations dues à la libéralisation du marché de l'électricité, suffisamment graves pour être mises en lumière jusque par des acteurs du système. La libéralisation du marché de l'électricité a ainsi engendré une fluctuation des prix pour les entreprises qui utilisent plus de 100'000kWh par an, et peuvent choisir de se fournir sur le marché libre, sans droit de retourner dans le système régulé (auquel restent rattachés les particuliers). Sur le marché libre, les distributeurs – y compris lorsqu'ils sont en mains publiques – sont obligés de négocier des mégawattheures en bourse, où le prix de l'électricité peut fluctuer pour des raisons purement spéculatives, sans aucun changement dans les coûts de production. Une telle instabilité n'est absolument pas favorable à une planification à long terme, qui est nécessaire pour les transformations qu'il faut aujourd'hui mettre en œuvre. Il est hors

de question que des spéculateurs puissent nuire à ces transformations, pour la seule recherche de profit. Et, du fait de la libéralisation du marché de l'électricité, plus personne n'en a une vue d'ensemble, ni ne peut en surveiller les inévitables fluctuations. Des pénuries pourraient apparaître du fait de cette non-prévision. Swissgrid a ainsi proposé de créer un organe de surveillance, car le problème est bien réel. Pour le supprimer, il faut revenir sur la libéralisation. Le PLR, en revanche, souhaite libéraliser totalement le marché de l'électricité. Il rappelle par-là que le libéralisme est incompatible avec l'écologie.

## **Production d'énergie locale et décentralisée, pour la sécurité énergétique**

§ 23. Que nous prônions une nationalisation du secteur de l'énergie et sa planification centralisée n'implique pas que nous souhaitions aboutir à un système rigidement centralisé et contrôlé d'en-haut dans ses moindres aspects. Bien au contraire. Ce sont d'ailleurs plutôt les monopoles privés qui imposent usuellement ce type de centralisation rigide pour réaliser des économies d'échelle. Nous sommes favorables à un système partiellement décentralisé – des solutions locales étant complémentaires à un réseau de distribution unifié et des entreprises stratégiques au mains des collectivités publiques –, qui aurait l'avantage d'être plus résilient, plus souple, et de minimiser les gaspillages.

§ 24. Nous avons besoin de solutions locales, d'auto-production d'électricité d'origine renouvelable. Les communes peuvent en faire plus, et les élu-e-s de notre Parti dans les délibératifs et exécutifs communaux s'engagent activement en ce sens. Les particuliers peuvent aussi apporter une contribution. Cela implique que de telles initiatives – la pose de panneaux photovoltaïques notamment – soient intéressantes pour les personnes qui y recourent. Il faudrait que ce type d'initiative soit encouragé par des subventions ou des prêts à taux zéro au besoin, que l'électricité produite et réinjectée sur le réseau soit rémunérée à prix coûtant, et que les personnes qui font cet effort n'aient pas à en supporter de coûts supplémentaires (de frais de réseau par exemple).

## **Le nucléaire n'est pas une solution**

§ 25. Face aux risques pesant sur l'approvisionnement énergétique, et face à la nécessité de remplacer autant que possible les énergies fossiles, le nucléaire fait son retour en force dans le débat public comme alternative réputée « décarbonée » et assurant une production énergétique régulière et fiable. Des pays d'Europe font aujourd'hui le choix de surseoir à une sortie du nucléaire, voire de relancer plus massivement cette technologie. En Suisse, la construction de nouvelles centrales – et la prolongation de l'exploitation des centrales existantes – est prônée par l'UDC et une partie du PLR.

§ 26. Or, le nucléaire n'est pas une solution. Tout d'abord en raison du problème des déchets, qui restent radioactifs pendant des millénaires, et auquel aucune solution n'a été trouvée à ce jour. Il faut tenir compte également du coût réel, qui est plus que

considérable si on prend en compte les frais de démantèlement des centrales qui ont fait leur temps. Mais surtout les risques sont trop élevés : un accident grave signifierait qu'une partie de la population mourrait et que des régions entières de Suisse devraient être évacuées pour des décennies, voire des centaines d'années. Vers où ? Or, une garantie absolue de sécurité n'existe pas, ce d'autant plus quand on pense à la vétusté des centrales nucléaires suisses, qui auraient déjà dû être démantelées – il faut qu'elles le soient sans tarder ! – et les problèmes constatés dans plusieurs centrales françaises n'incitent pour le moins pas à la confiance envers cette technologie et représentent un risque bien réel. Quant à la réputation du nucléaire d'être une énergie « décarbonée », elle est basée sur des chiffres fournis par les exploitants, qui ne sont pas forcément fiables et ne prennent pas en compte toutes les étapes, en commençant par celle de l'extraction de l'uranium. L'uranium nécessaire est d'ailleurs extrait et enrichi dans un petit nombre de pays seulement, dans des conditions souvent désastreuses écologiquement et socialement.

§ 27. De toute manière, la faisabilité politique de construire de nouvelles centrales nucléaires est nulle, et les partisans de cette solution ne peuvent l'ignorer. Avec toutes les complications légales et la durée des travaux, une nouvelle centrale ne pourrait pas être mise en service avant 2050. Et de solutions, nous en avons besoin dans un avenir proche. Des technologies nucléaires alternatives à la fission à base d'uranium, comme la fusion, ou le thorium, doivent continuer à alimenter la recherche scientifique. Mais ces technologies sont loin d'être maîtrisées à l'heure actuelle, et ne peuvent apporter de solutions à une transition énergétique urgente, et qui ne peut être repoussée.

§ 28. Une résolution adoptée par le Bureau politique de notre Parti en 1986 demandait : 1) l'abandon des projets de construction de nouvelles centrales nucléaires, 2) « la mise en œuvre d'une autre politique de l'énergie comprenant des investissements adaptés aux nécessités de la recherche et de l'exploitation de nouvelles sources d'énergie ; la mise en œuvre de véritables mesures d'économie d'énergie », 3) « une politique énergétique alternative pour mettre progressivement hors service les centrales existantes ». Cette position demeure juste aujourd'hui.

§ 29. Le fait est qu'actuellement le nucléaire représente 33% de la production d'électricité en Suisse, contre 58% pour l'hydraulique, et seulement 6,7% pour les autres énergies renouvelables. Clairement, il y a une marge de progression importante pour le renouvelable, mais des économies d'énergie conséquentes seront aussi indispensables pour pouvoir sortir du nucléaire.

## **Économies d'énergie et sobriété énergétique**

§ 30. Les mesures de développement des énergies renouvelables que nous proposons n'ont de sens écologiquement parlant que si elles sont liées à un programme de sobriété énergétique conséquent. La technologie ne saurait être la solution miracle, ni la seule solution. Il n'est ni raisonnable ni souhaitable de continuer la gabegie actuelle, le modèle d'économie linéaire, génératrice de déchets et de gaspillages colossaux, même si

l'approvisionnement en énergie peut être assuré. Car les solutions technologiques – mêmes les plus « vertes » – nécessitent une quantité phénoménale de métaux, dont certains sont rares sur notre planète, et dont on a plus extrait en quelques décennies que durant toute l'histoire de l'humanité. Les infrastructures requises exigent une quantité toute aussi considérable de béton, filière pourtant très polluante et émettrice de CO<sub>2</sub>. Et ce qui semble « vert » ne l'est pas toujours si on regarde sur toute sa chaîne de production. Le bilan écologique d'une voiture électrique est ainsi loin d'être bon ; et sa production exige une quantité considérable de métaux rares, de lithium notamment. S'agissant de technologie, non seulement elle ne résoudra pas tout, mais il faut là aussi faire preuve de mesure.

§ 31. En particulier, il faut refuser le principe selon lequel il faudrait tout digitaliser (sans même réfléchir si c'est vraiment utile). Car le numérique – malgré son image d'immatérialité – est en réalité un secteur extrêmement énergivore et consommateur de ressources. Il faut en faire un usage raisonnable. Le numérique représente aujourd'hui déjà 10% à 15% de la consommation d'électricité au niveau mondial, une proportion qui est en hausse de 5% à 7% par an, et devrait allègrement dépasser 20% au niveau mondial d'ici 10 ans. Il y a actuellement 34 milliards d'objets connectés en fonction sur la Terre – dont la majorité sont des caméras de surveillance –, ce qui représente 4% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. En comptant toute l'infrastructure, internet consomme 12% de la production mondiale de cuivre, 15% de palladium et 23% d'argent, des métaux qui sont assez rares sur notre planète.

§ 32. C'est pourquoi, des économies d'énergies sont indispensables. Le sixième rapport du GIEC est clair sur ce point : les technologies actuelles permettent de produire de l'électricité de façon décarbonnée, mais à condition d'une baisse de la demande. Et il est parfaitement possible de garantir un niveau de vie correct à toute la population du globe tout en réduisant de plus de la moitié la consommation actuelle d'énergie d'ici 2050. Tous les scénarios qui prétendent maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C à demande énergétique constante sont charlatanesques, dans la mesure où ils sont obligés de recourir à l'hypothèse d'une utilisation importante des technologies de capture et de stockage de carbone, qui ont par ailleurs révélé n'avoir qu'un impact infime, et dont la promotion par les « experts » bourgeois ne tient que du greenwashing, dans un but de faire durer la gabegie actuelle aussi longtemps que possible, tout en faisant semblant de faire quelque chose pour y remédier. La situation est du reste tellement grave, que la bourgeoisie, comme solution extrême pour maintenir son système, l'emploi de la géoingénierie, dont les conséquences sont difficiles à prévoir. Il n'y a pas de raison pourtant pour que la réduction de la consommation d'énergie soit socialement douloureuse : la hausse de la demande est jusqu'à présent dictée par les besoins du capital, non par les besoins humains, qui sont toujours aussi mal et inégalement satisfaits.

## Rénovation des bâtiments

§ 33. Un objectif crucial pour la sobriété énergétique est un programme d'investissements massif dans la rénovation des bâtiments. C'est une priorité absolue : il y

a encore trop de passoires énergétiques dans le parc immobilier de notre pays. Pour les bâtiments privés, une mise aux normes ne doit pas être optionnelle, mais obligatoire dans un délai raisonnable. Les mesures prises en ce sens par le canton de Genève sont justes. Les travaux de rénovation doivent bénéficier de soutiens financiers des pouvoirs publics au besoin. En aucun cas ils ne doivent pouvoir être répercutés sur les loyers. Pour les constructions neuves, il convient d'utiliser autant que possible des matériaux écologiques, et réduire au maximum le recours au béton – la production de ciment est en effet la première source d'émissions de CO2 en Suisse.

§ 34. Des efforts bien réels sont entrepris en ce sens par la Confédération et les communes actuellement, mais ils ne sont de loin pas suffisants étant donnée l'urgence climatique. Le chiffre d'un milliard de francs par an auquel devrait être porté cet effort (soit une hausse au quintuple), avancé par « Renovate Switzerland », est scientifiquement fondé. L'objectif est ambitieux, mais réaliste et nécessaire. Nous le soutenons. Pour le réaliser, il faudra investir des efforts conséquents dans la formation, la valorisation des métiers techniques et la création d'emplois spécialisés, qui sont en nombre insuffisant actuellement.

§ 35. Ce montant d'un milliard par an serait-il trop élevé ? Non, car il faut le mettre en relation avec le coût incalculable de l'inaction. Non, car même si on regarde la réalité des finances fédérales, ce montant n'est pas si élevé. Tout est une question de priorités politiques. Il faut en effet mettre ce montant en comparaison avec le budget de l'armée, déjà de cinq milliards, et que la majorité de droite de l'Assemblée fédérale voudrait accroître progressivement de deux milliards de plus par an, ou avec le trou financier gigantesque qu'occasionnerait l'achat des FA-35. Or ces dépenses militaires constituent un colossal gaspillage d'argent, d'énergie et de matières premières ; doublé d'une source considérable d'émission de gaz à effet de serre et de pollution, qui serait totalement évitable. Quelques chiffres pour comprendre les émissions colossales de CO2 engendrées par les armées : un F/A 18 consomme 4850 litres de kérósène par heure de vol, soit 12 220 kg de CO2 ; l'armée étatsunienne consomme, dans ses quelque 800 bases militaires, 320 000 barils de pétrole par jour (à titre de comparaison, en 2018, la Suisse en a consommés 215 000 par jour) ; le plus grand avion militaire étatsunien, le Galaxy, consomme 3500 L de diesel rien qu'au décollage - ce qui correspond à plus de 35 000 km pour une voiture qui consomme 10L/100 km. L'armée étatsunienne utilise en outre 180 réacteurs nucléaires pour ses sous-marins et porte-avions - qui ne sont pas non plus très écologiques. Concernant les dépenses d'armement supplémentaires votées par l'Assemblée fédérale, elles sont en outre totalement inutiles – la droite ayant simplement profité de l'ambiance d'union sacrée née de la guerre en Ukraine pour faire passer une hausse du budget de l'armée sans aucune véritable nécessité – à moins qu'il ne soit guidé par d'arrière-pensées atlantistes. Les velléités de rapprochement avec l'OTAN – allant jusqu'à l'adhésion ? – exprimées par plusieurs responsables politiques, comme le choix des FA-35, l'avion OTAN compatible par excellence, tendraient à accréditer cette hypothèse. C'est là une perspective que nous refusons par principe. Nous combattrons résolument tout intégration de la Suisse à cette alliance impérialiste et belliciste qu'est l'OTAN, qui est à ce jour la principale menace contre la paix mondiale et l'émancipation

des peuples. La réduction des dépenses militaires s'impose au contraire, à la fois en tant que politique de paix et politique écologique.

## **Pour une responsabilité socialement juste et collective, plutôt que la « responsabilité individuelle »**

§ 36. Pour être socialement acceptable, l'écologie doit être sociale. Des solutions punitives, basées sur des taxes, qui frappent durement les gens modestes qui sont les moins responsables de la catastrophe en cours, tout en permettant aux plus riches – dont le mode de vie est écologiquement insoutenable – de continuer comme avant, ne seront pas acceptées par le peuple. Mais si les changements sont socialement justes, ils peuvent non seulement être réalistes, mais être dans le sens du progrès social. Des solutions collectives et égalitaires, la socialisation de la production et de la consommation, sont de mise.

§ 37. Ce sont les vrais responsables de la catastrophe en cours qui doivent payer pour les changements indispensables. Nous ne sommes clairement pas toutes et tous dans le même bateau, et ce n'est pas « l'humanité » en général et de façon indistincte qui est responsable de la situation actuelle. La destruction de l'environnement est le fait de responsables identifiables et identifiés, sans s'attaquer auxquels il est vain de parler d'écologie. Conformément aux données présentées dans le CDP Carbon Major Report (2017), il est établi que 100 entreprises sont responsables à elles seules de 71% des émissions de gaz à effet de serre entre 1988 et 2015. S'il s'agit donc de responsabiliser des acteurs, c'est bien de celles-ci dont il doit être question en premier lieu. L'empreinte écologique n'est clairement pas la même selon la classe sociale. Les 10% les plus riches de la planète sont ainsi responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre sur la planète, les 50% les plus pauvres de seulement 10%. Au fond, c'est le mode de vie des plus riches qui est écocide, et n'est pour cette raison plus tolérable.

§ 38. La réduction indispensable de la demande d'énergie passe principalement par des investissements importants dans des infrastructures et des services publics, dont l'impact est de beaucoup supérieur à des changements de modes de vie individuels. Le développement et la gratuité des transports publics est par exemple la meilleure solution pour diminuer le nombre de voitures. La rénovation des bâtiments, et des changements profonds dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire – permettre aux gens d'habiter près de leur lieu de travail par exemple – sont aussi des solutions collectives à même de diminuer la consommation d'énergie et d'améliorer la qualité de vie. La réduction du temps de travail est également une mesure majeure à cet égard. On ne peut prétendre bien sûr qu'il sera possible de conserver le mode de vie et de consommation actuel, en ne faisant payer que les plus riches. Il faudra renoncer à ce qui ne peut être durablement conservé. Mais ces changements sont possibles tout en garantissant une bonne qualité de vie pour toutes et tous, ce qui est loin d'être le cas actuellement. Dès maintenant, il faut réduire la consommation d'énergie socialement non-justifiée, par exemple réduire l'éclairage urbain non-nécessaire.

## **Nécessité d'un changement de système**

§ 39. Des solutions réelles, durables et à la hauteur des enjeux aux problèmes d'approvisionnement en énergie qui existent aujourd'hui impliquent un changement de mode de production, une relocalisation des activités productives, pour une production locale, durable, dans le but de répondre à de vrais besoins humains et non à des impératifs de profits pour une minorité ; dans le cadre d'une économie circulaire et économe en ressources. Ces changements ne peuvent être mis en œuvre sous le capitalisme.

§ 40. Parce qu'il n'y aura pas de solution réelle et durable aux problèmes écologiques sans rupture avec le capitalisme et son ressort interne d'accumulation du capital sans fin et pour y parvenir de sa surproduction, nous luttons pour la seule alternative au capitalisme qui soit : le socialisme, qui, par la planification de l'économie selon des critères rationnels, rendra possible le développement de l'humanité dans le respect des limites planétaires, et qui garantira l'eau potable pour toutes et tous plutôt que le champagne pour quelques-uns, et rendra possible une cohabitation harmonieuse entre l'humanité et la nature.

Résolution du Parti Suisse du Travail adoptée en Comité Central le 17 septembre 2022